

DECLARATION 2015/08/29-02



Donner un espoir au peuple Centrafricain pour le retour de la gouvernance démocratique

Arrivée au pouvoir en janvier 2014, en remplacement de Michel Djotodia, Catherine Samba- Panza avait promis d'organiser les élections dans un délai d'un an afin de remettre le pouvoir à un président démocratiquement élu. Ces élections qui auraient dû se tenir en juin-juillet 2015, furent reportées au mois d'août 2015 sous la pression du G8 (l'Union africaine, les Nations unies, l'Union européenne, la France, les Etats-Unis, le Congo-Brazzaville, la Communauté économique des Etats d'Afrique centrale (CEEAC) et la Banque mondiale) alors que le CNT, le cadre de concertation ainsi que la classe politique dans sa globalité émettaient des réserves sur ce calendrier électoral non réaliste. Le Forum de réconciliation nationale a, quant à lui, dans une de ses recommandations, demandé aux institutions de la transition de ne définir un calendrier des élections que si la sécurité et l'administration sont restaurées sur l'ensemble du territoire national. Il devrait en être de même pour l'autorité de l'Etat.

Mais Catherine Samba-Panza décida unilatéralement que le premier tour des élections aurait lieu le 18 octobre 2015 encore une fois sous la pression du G8 (délai imposé pour les raisons liées à l'appui financier du FMI à la République centrafricaine).

Les autorités de la transition viennent (toujours selon elles, sous la pression du G8) de saisir des chefs d'Etat de la CEEAC pour une nouvelle prolongation de la transition et le maintien jusqu'aux élections de l'équipe actuelle.

Dans sa pétition du 6 mai 2015 dont une copie est toujours disponible sur le lien suivant (voir http://www.petitions24.net/appele_au_peuple_centrafricain_non_aux_elections_precipitees#form), le Conseil National des Centrafricains (CNC), avait appelé les centrafricains à dire « non » au diktat du G8 sur la tenue précipitée d'élections au suffrage universel sans électeurs, vu la situation sécuritaire en République Centrafricaine.

Le CNC avait alors appelé la communauté internationale, les leaders politiques et la société civile centrafricaine, à trouver un consensus fort autour de la construction d'un Centrafrique nouveau en commençant par la reconstruction des forces de défense et de sécurité et la mise en place d'une constituante comme gage de ce renouveau socio politique en République centrafricaine.

Aujourd'hui, la RCA se retrouve de nouveau face à la nécessité de prolonger la période de transition du fait d'une part, du manque de volonté des autorités de transition d'organiser ces élections sur l'ensemble du territoire, et d'autre part de l'intention de la communauté internationale de se débarrasser du dossier centrafricain.

Si la responsabilité dans le chaos centrafricain est à attribuer tout d'abord et en premier lieu aux acteurs politiques centrafricains, il est à relever qu'une part des échecs successifs du pays incombe aussi au G8 qui a, de tous temps, cherché à manipuler les différents acteurs politiques. Elle s'est donnée une interprétation personnelle de la feuille de route que lui dictent les Résolutions des Nations Unies, et elle ignore et refuse de prendre en compte les différentes propositions venant des Centrafricains (rapports et recommandations des colloques sur les thèmes : « Comprendre la crise centrafricaine » et « Etat et laïcité » organisés à l'université de Bangui en collaboration avec l'observatoire Pharos.

Le Conseil National des Centrafricains, fort de ce qu'une classe politique réconciliée avec son peuple est gage d'apaisement dans le processus de transition, exhorte les partis politiques et le peuple à prendre une décision historique ; celle de battre en brèche définitivement le projet irréaliste d'organiser des élections dans un climat d'insécurité généralisée.

La troisième transition qui s'impose aux Centrafricains aujourd'hui malgré les exigences de la grande majorité des forces vives de la nation, conforte l'orientation prônée depuis par le CNC.

DECLARATION 2015/08/29-02

Au vu de ce qui précède, et fort des exemples d'élections mal organisées (cas du Mali et de la Lybie), le Conseil National des Centrafricains déclare ce qui suit:

- Le CNC Le CNC salue et soutient la mise en place de cette troisième transition Il exhorte les acteurs politiques centrafricains à s'impliquer davantage dans une concertation inclusive pour définir un mode opératoire pour le choix des prochaines autorités appelées à diriger cette transition
- Le CNC réitère sa mise en garde aux partenaires de la RCA et au G8 contre le maintien des autorités actuelles de la transition. Il les exhorte plutôt à s'impliquer auprès des Centrafricains qui doivent définir eux-mêmes leur mode opératoire devant aboutir à la mise en place d'une troisième transition.
- Le CNC réaffirme son soutien à toute position nationale et à celle de la communauté internationale dans la définition d'une stratégie de sortie de crise. L'établissement d'un calendrier précis des opérations de désarmement, de réinsertion des combattants non conventionnels, l'instauration de l'autorité de l'Etat sur l'ensemble du territoire national et la relance des activités économiques doivent demeurer la priorité dans les objectifs de cette solution de sortie de crise.
- Le CNC met en garde tous les candidats déclarés aux prochaines élections en RCA face aux manipulations des autorités de transition actuelles car être mal élu c'est la source de nouvelles contestations et division

Le CNC en appelle au Conseil National de Transition (CNT), aux acteurs politiques centrafricains, au cadre de Concertation et à la plateforme des organisations religieuses, à prendre leur responsabilité historique dans la mise en place de cette troisième transition avec des personnalités nouvelles et des institutions capables de mettre en œuvre un plan de refondation de la République Centrafricaine sur la base d'une feuille de route crédible, réaliste et consensuelle.

Le CNC propose à la communauté internationale de mettre en place en concertation avec les nouvelles autorités de la transition un Plan Marshall pour la reconstruction de la République centrafricaine, afin d'aider le peuple centrafricain à sortir véritablement du chaos.

Le Conseil National des Centrafricains propose au CNT d'entamer un plan de réforme en profondeur de cette institution, la transformant en une véritable Assemblée nationale de transition. Il demande à la Nouvelle Assemblée nationale de transition de se faire accompagner de la plateforme des organisations religieuses et du G8 dans l'établissement d'une nouvelle feuille de route assujettie de contraintes. Cette nouvelle feuille de route devra être imposée aux nouvelles autorités de la transition avec priorité:

- Le processus du DDR-R
- La restructuration des Forces de Défense et de Sécurité
- Le programme d'urgence du rétablissement de l'Autorité de l'Etat
- Le plan de relance économique et de l'assistance humanitaire
- L'organisation des élections municipales, puis législative et Présidentielle.

Les conditions de sa mise en œuvre devront faire l'objet d'une ratification entre les nouvelles institutions de la transition.

Fait à Paris le 11 Août 2015

Animateur RCA du CNC et waAza : Vincent Mambachaka, Bernard Bonda (+33 6 63 11 89 26)
Animateur France du CNC et waAza : Jean-Pierre Mara (+33 6 50 64 03 57)